

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

OBJET DU PROJET DE CONTRAT:

Appui à la mise en œuvre d'un système de suivi-évaluation (SSE) national pour le volet adaptation de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) au Sénégal

REPRESENTANT LEGAL DU POUVOIR ADJUDICATEUR :

Jérémie PELLET, Directeur général d'EXPERTISE FRANCE

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

12/06/2020 à 14h00(HEURE DE PARIS, FRANCE)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
Objet de la consultation	3
Etendue de la consultation	3
Calendrier prévisionnel de la consultation	3
ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GENERALES	3
Forme du contrat	3
Montant du contrat	3
Durée du contrat	3
Allotissement	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION	3
Le dossier de consultation est composé des documents suivants :	3
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES PLIS	3
Pièces constitutives de la candidature	4
Pièces constitutives de l'offre	4
ARTICLE 5 : MODALITES DE REMISE DES PLIS	4
ARTICLE 6 : ANALYSE DES CANDIDATURES	5
Rejet des candidatures hors délais - Ouverture des plis	5
Recevabilité des candidatures	5
Analyse des candidatures	5
ARTICLE 7 : EVALUATION DES OFFRES	6
Rejet des offres hors délais - Ouverture des offres	6
Analyse des offres	6
Rejet des offres irrégulières, inacceptables et inappropriées	6
Comparaison des offres et des variantes pour sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse	6
ARTICLE 8 : NEGOCIATIONS	7
ARTICLE 9 : ATTRIBUTION DU MARCHÉ	7
ARTICLE 10 : DUREE DE VALIDITE DES OFFRES	7
ARTICLE 11 : LANGUE DE LA CONSULTATION – UNITE MONETAIRE	7
ARTICLE 12 : AUTRES RENSEIGNEMENTS	7
ARTICLE 13 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS	7

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

Objet de la consultation

La consultation porte sur la passation d'un contrat de service ayant pour objet l'«appui à la mise en œuvre d'un système de suivi-évaluation (SSE) national pour le volet adaptation de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) au Sénégal».

L'étendue des besoins à couvrir sont décrits dans le Cahier des charges.

Etendue de la consultation

Le présent contrat est soumis au Code de la commande publique (CCP) dans sa version en vigueur issue de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique.

Il est passé par procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 au R. 2123-7 du CCP.

Calendrier prévisionnel de la consultation

Date estimative	Etape
12/06/2020	Date limite de réception des offres
23/06/2020	Négociation des offres et demandes d'offres optimisées
30/06/2020	Date limite de réception des offres optimisées
Juillet 2020	Envoi des courriers de rejet aux candidats non retenus
Juillet 2020	Notification du marché

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GENERALES

Forme du contrat

Le contrat est composé d'un poste unique à prix forfaitaire.

Montant du contrat

Le montant maximum du contrat est fixé à 150 000 € Hors Taxe correspond au budget total **maximum**. Ce montant sera ajusté en fonction de l'offre financière finale du finaliste après négociations.

Durée du contrat

La durée du contrat est fixée à 9 mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- Le présent Règlement de la consultation (R.C.)
- Le modèle de contrat
- Le cahier des clauses techniques et particulières (C.C.T.P.)
- Le modèle d'offre financière (D.G.P.F)
- Le formulaire de candidature
- La déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et à l'absence de conflit d'intérêt (à remplir)

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES PLIS

Les soumissionnaires remettent un dossier complet comprenant les pièces mentionnées ci-après.

Les documents demandés doivent être signés par le soumissionnaire, le mandataire du groupement momentané d'entreprise ou chacun des membres de ce même groupement.

Pièces constitutives de la candidature

Les candidats remettent les éléments de candidatures suivants :

- preuve de l'enregistrement du candidat au registre des sociétés (K-bis ou équivalent) ;
- formulaire de lettre de candidature joint ;
- le cas échéant, jugement(s) prononçant le redressement judiciaire (en cas de redressement judiciaire) ;
- descriptif des moyens techniques répondant aux conditions de participation décrites ci-après
 - liste de 5 références en rapport avec l'objet du marché sur des chantiers de taille similaire indiquant le nom et les coordonnées téléphoniques d'un contact référent ;
- descriptif des capacités économiques et financières répondant aux conditions de participation décrites ci-après :
 - déclarations de chiffres d'affaires des trois derniers exercices comptables disponibles ;
- attestation de régularité fiscale délivrée par la direction générale des Finances publiques (ou équivalent) pour l'année en cours ;
- attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF (ou équivalent) pour l'année en cours.
- déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et à l'absence de conflit d'intérêt

Chaque cotraitant membre du groupement doit fournir l'ensemble des pièces exigées au titre du présent règlement de consultation. Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs opérateurs économiques. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou ces autres opérateurs économiques et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

En cas de groupement momentané d'entreprises, l'appréciation de ces conditions de participation est globale ; le dossier de candidature devra comporter une habilitation du mandataire par ses cotraitants pouvant prendre la forme du formulaire DC1 en vigueur.

Pièces constitutives de l'offre

- le projet de contrat dûment renseigné, daté et signé et en annexe :
 - les annexes financières dûment renseignées ;
- un mémoire technique comprenant les informations suivantes :
 - note courte de compréhension des enjeux (2 pages maximum, police Calibri 11, interligne de 1,15 et marges de 2 cm) ;
 - méthodologie (8 pages maximum, police Calibri 11, interligne de 1,15 et marges de 2 cm) ;
 - description de l'équipe mobilisée ;
 - mode opératoire pour le backstopping et l'assurance qualité ;
 - Calendrier et workflow spécifiant la répartition de l'effort entre les experts ;
 - CVs détaillés incluant des références (5 pages maximum) ;
 - une offre financière détaillée (voir le CCTP).

ARTICLE 5 : MODALITES DE REMISE DES PLIS

Remise électronique

Pour accéder à l'espace de consultation du marché ou pour déposer leur pli, les soumissionnaires doivent se connecter à la Plateforme des Achats de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=577466&orgAcronyme=s2d>

Dans la rubrique "Recherche d'une procédure restreinte" en bas de la page, ils devront renseigner les champs demandés à l'aide des informations suivantes :

- **Entité publique : Opérateurs de l'Etat**
- **Entité d'achat : OPERATEURS / EF - EXPERTISE FRANCE**
- **Référence : 20MR1217**

La remise par voie dématérialisée est obligatoire. Toute remise par un autre moyen sera rejetée.

La procédure de dépôt des plis est détaillée sur le site www.marches-publics.gouv.fr.

Tous les prérequis techniques éventuellement nécessaires y sont mentionnés. S'ils le souhaitent, les candidats pourront prendre contact avec le 01 76 64 74 07 tous les jours ouvrés de 9h00 à 19h00 pour bénéficier d'une assistance technique dans l'accomplissement de ces opérations.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait qu'ils devront au moins disposer d'un logiciel de navigation sur Internet. La disposition d'un outil de signature électronique n'est pas obligatoire.

Pour constituer leur offre, le soumissionnaire devra transmettre des fichiers établis dans les formats informatiques suivants : fichiers PDF, RTF, ZIP, suite Microsoft Office, LibreOffice ou Open Office. Tout fichier informatique établi dans un format informatique différent sera déclaré nul et non avenu.

ATTENTION !

Tout fichier constitutif de l'offre devra être exempt d'un quelconque virus informatique et devra être préalablement traité, à cette fin, par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il en est de même pour tout autre fichier échangé dans le cadre de cette procédure de marché public.

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à un archivage de sécurité de tout fichier contenant un virus informatique. Dès lors, celui-ci sera réputé n'avoir jamais été reçu.

NB : L'attention des soumissionnaires est attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux. Le délai moyen de téléchargement peut varier en fonction de paramètres divers comme la capacité technique du matériel, le type de raccordement à internet, le trafic sur le réseau...

Dans la mesure où la date et l'heure de fin d'acheminement font foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée, les soumissionnaires sont invités à intégrer des marges de manœuvre dans leur processus de réponse par voie dématérialisée.

Même si son offre à la présente procédure de marché public a fait l'objet d'une transmission électronique, le soumissionnaire s'engage, notamment dans le cas où son offre est retenue, à accepter la re-matérialisation conforme sous forme papier de tous les documents constitutifs à valeur contractuelle. A ce titre, il s'engage également à ce que la personne physique auteur de leur signature électronique procède à leur signature manuscrite sans procéder à la moindre modification de ceux-ci et les renvoie aux pouvoirs adjudicateurs sous cette forme. Il s'engage enfin à en accepter la notification, selon les procédés habituellement en cours, sous forme papier.

ARTICLE 6 : ANALYSE DES CANDIDATURES

La sélection des candidatures est assurée par le Comité d'évaluation d'Expertise France et se déroule selon les modalités suivantes :

Rejet des candidatures hors délais - Ouverture des plis

Le Comité d'ouverture des plis (séance non publique) recense les plis reçus et l'identité des candidats et la composition des plis déposés.

Les plis reçus hors délais sont immédiatement écartés.

Recevabilité des candidatures

Le Comité d'évaluation d'Expertise France procède à l'analyse des offres des soumissionnaires retenus sur la base des critères de candidature suivant :

- Enregistrement du candidat au registre du commerce.
- Satisfaction aux obligations sociales du candidat.
- Satisfaction aux obligations fiscales du candidat.
- Le candidat ne doit pas se trouver dans une situation mentionnée des articles L. 2141-1 à L. 2141-6 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique.

- Le candidat ou son représentant ne doit pas se trouver dans une situation de conflit d'intérêt vis-à-vis de l'autorité adjudicatrice et/ou des bénéficiaires du contrat d'achat.
- Capacité technique : au moins 5 références en rapport avec l'objet du marché sur des chantiers de taille similaire, indiquant le nom et les coordonnées téléphoniques d'un contact référent.

ARTICLE 7 : EVALUATION DES OFFRES

La procédure de sélection des offres est assurée par le Comité d'évaluation d'Expertise France et se déroule selon les modalités suivantes :

Rejet des offres hors délais - Ouverture des offres

Le Comité d'ouverture des plis (séance non publique) recense les plis reçus et l'identité des soumissionnaires et la composition des plis déposés.

Les plis reçus hors délais sont immédiatement écartés.

Analyse des offres

Après avoir vérifié que les offres reçues sont régulières, acceptables et appropriées, le Comité d'évaluation d'Expertise France procède à l'analyse des offres des soumissionnaires retenus en application des critères définis ci-après.

Rejet des offres irrégulières, inacceptables et inappropriées

Le Comité d'évaluation procède à l'examen des offres reçues et, en application de l'article 59 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, rejettera le cas échéant les offres jugées irrégulières, inacceptables ou inappropriées.

Comparaison des offres et des variantes pour sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse

Le jugement des offres sera effectué séparément selon les critères suivants par l'attribution d'une note à concurrence du nombre de points maximum par critère figurant ci-après :

Critère 1 : prix des prestations

La **notation financière (NF sur 20 points maximum)** portera sur la comparaison des offres financières simulées des différents candidats par application de la formule suivante :

NF = 20 x offre financière la plus basse / offre financière notée.

Critère 2 : critères techniques

	Nombre de points maximum : 80 points :
<u>Sous-critère n° 2.1</u> : Compréhension des besoins et des attentes	8
<u>Sous-critère n° 2.2</u> : Approche générale et méthodologie	20
<u>Sous-critère n° 2.3.1</u> : Chef de mission – Spécialiste Gouvernance Climat, appui institutionnel et suivi-évaluation (Expert 1, Senior International)	20
<u>Sous-critère n° 2.3.2</u> : Spécialistes en développement institutionnel, adaptation au changement climatique et suivi-évaluation (Experts 2 et 3, Senior national)	20
<u>Sous-critère n° 2.4</u> : Connaissance du contexte sénégalais	8
<u>Sous-critère n° 2.5</u> : Conformité et pertinence du calendrier des activités incluant répartition de l'effort entre l'équipe	4

Chaque offre technique fera l'objet d'une analyse basée sur les critères techniques ci-dessus [et dont le détail des sous-critères est présenté en ANNEXE 1 du présent règlement de la consultation.]

Chaque offre technique, jugée conforme techniquement, se verra attribuer une **note technique (NT sur 80 points maximum)** par addition des notes obtenues sur chaque sous-critère.

ARTICLE 8 : NEGOCIATIONS

Après une première analyse des offres, le Comité d'évaluation pourra négocier avec tout ou partie des soumissionnaires dans le respect du principe de l'égalité de traitement.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à l'attribution du marché sans négociation.

ARTICLE 9 : ATTRIBUTION DU MARCHE

Une **note globale (NG sur un maximum de 100 points)** obtenue par addition des notes technique et financière (**NG=NF+NT**) sera attribuée à chaque offre évaluée techniquement et financièrement.

Le soumissionnaire ayant obtenu la note globale la plus élevée sera considéré comme ayant fourni l'offre économiquement la plus avantageuse et se verra attribuer le marché.

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas donner suite à la consultation pour tout motif d'intérêt général.

ARTICLE 10 : DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

La validité des offres remises par les soumissionnaires est maintenue au moins 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 11 : LANGUE DE LA CONSULTATION – UNITE MONETAIRE

L'ensemble des documents de la présente consultation doivent être rédigés en langue française.

Le Pouvoir adjudicateur conclura les marchés dans l'unité monétaire suivante : euro (€).

ARTICLE 12 : AUTRES RENSEIGNEMENTS

Toute demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée via la Plateforme des Achats de l'Etat au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Expertise France s'engage à fournir une réponse au plus tard 2 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Si une question est posée par un candidat, les candidats reçoivent un courriel les invitant à prendre connaissance d'un ou de plusieurs élément (s) en réponse à la question posée par un candidat.

ARTICLE 13 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr